

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION DES COLLECTIVITES  
LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT

## ARRETE

### portant autorisation d'une installation classée pour la protection de l'environnement

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU DEVELOPPEMENT  
DURABLE  
N°IC 2003/5074  
CLB

Le Préfet des Côtes d'Armor,

Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages porcins soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 1° de la nomenclature ;
- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 12 juin 2006, établissant le troisième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 14 septembre 1995, modifié le 20 septembre 2004, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « **G.A.E.C. des BOIS** », l'autorisant à exploiter en HENANBIHEN aux lieux-dits « La Ville Helleuc », « Courroue » et « Les Philipportes » un élevage porcin de 9114 pl. d'animaux équivalents (« Courroue » 1852 pl. engraissement - « La Ville Helleuc » 184 pl. maternité, 763 pl. gestantes-verraterie, 2880 pl. post-sevrage, 3509 pl. engraissement- « Les Philipportes » 336 pl. engraissement) ;

- VU la demande présentée le 21 octobre 2005, modifiée, par l'installation classée « G.A.E.C. DES BOIS (ROBILLARD-BON-BAUDET) », sise « La Ville Helleuc » en HENANBIHEN, en vue de la restructuration d'un élevage porcin autorisé de 9114 pl. d'animaux équivalents, sur 2 sites en HENANBIHEN (« Ville Helleuc » 184 pl. maternité, 763 pl. gestantes-verraterie, 2880 pl. post-sevrage, 3145 pl. engraissement - « Courroué » 2552 pl. engraissement), avec mise à jour du plan d'épandage et augmentation du volume traité par l'unité de traitement, ainsi que construction d'un bâtiment de 700 pl. engraissement sur le site de « Courroué » (YE N°14) - le site de « Philipoportes » en HENANSAL étant désaffecté, [Sections (site 1) YH N°32-89-115-116-117-118-119-120-121 et YK N°48B - (site 2) YE N°7-14)];
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur;
- VU les délibérations des conseils municipaux de LANDEBIA (11 février 2006) - SAINT POTAN (20 février 2006) - HENANBIHEN (6 février 2006) - PLEBOULLE (27 mars 2006) - SAINT DENOUAL (31 mars 2006);
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU les rapports de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 27 octobre 2006 et du 15 février 2007 ;
- VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 26 janvier 2007 ;
- CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;
- CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant du FREMUR;
- CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de MATIGNON, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 60 ha ;
- CONSIDERANT que l'exploitation produit 67950 UN et 37595 UP205. 59132 UN et 33741 UP205 seront mises en commun avec 5575 UN et 3350 UP205 (venant de « E.A.R.L. VILLE ANDRE ») afin d'être traitées : au total, 64707 UN et 37091 UP205 seront traitées dans une station de type DENITRAL, en fonctionnement depuis 1993. la station permet d'éliminer 66% de l'azote entrant en tête de station. Après traitement, il restera à gérer 21832 UN et 37091 UP205, gérées de la façon suivante : 17640 UN et 30933 UP205 seront reprises par DENITRAL ; 3432 UN et 5016 UP205 seront reprises par « G.A.E.C. des BOIS » ; 760 UN et 1142 UP205 seront reprises par « E.A.R.L. VILLE ANDRE » ;
- CONSIDERANT que la station permet un abattement de 83,4 % du phosphore ;
- CONSIDERANT que le « G.A.E.C. des BOIS » devra gérer 8818 UN et 3854 UP205, sous forme de lisier brut ; 3432 UN et 5016 UP205, sous forme de produits de traitement ; soit au total 12250 UN et 8870 UP205 réparties sur 100,2 ha de terres en propre, soit une charge azotée de 122,3 UN/ha ;
- CONSIDERANT que la charge de phosphore organique sera de 88,5 UP205/ha;

CONSIDERANT le contrat de reprise du 13 octobre 2005 avec DENITRAL S.A. - effectif concerné : - tonnage concerné : 2424 T de co-produits traitement ;

CONSIDERANT que les éleveurs pratiquent l'alimentation biphasé pour l'élevage concerné ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

### **- A R R E T E -**

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> -**

Le pétitionnaire est autorisé à installer et exploiter, au titre de l'installation classée « G.A.E.C. DES BOIS (ROBILLARD-BON-BAUDET) », aux lieux-dits « La Ville Helleuc » et « Courroue » (sections YH N°32-89-115-116-117-118-119-120-121 et YK N°48B - section YE N°7-14) en HENANBIHEN, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande :

A. - un élevage porcin d'une capacité maximale de 9114 pl. animaux équivalents, répartis comme suit :

« Courroue »	« La Ville Helleuc »	Animaux-équivalents (PAE)
0 pl. maternité	184 pl. maternité	soit 552 PAE
0 pl. gestantes-verraterie	763 pl. gestantes-verraterie	soit 2289 PAE
0 pl. post-sevrage	2880 pl. post-sevrage	soit 576 PAE
2552 pl. engraissement	3145 pl. engraissement	soit 5697 PAE
Total : 2552 animaux	Total : 6972 animaux	Total : 9114 pl. animaux-équivalents

B. - une unité de traitement des lisiers comprenant :

- a) une séparation de phase en tête (produisant un co-produit ci-après dénommé "résidus organiques") ;
- b) un hangar de stockage et de compostage du résidu organique ;
- c) un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- d) une séparation du lisier traité par décantation / filtration secondaire des boues (produisant deux co-produits ci-après dénommés "boues biologiques" et "effluent épuré") ;
- e) une fosse de stockage des boues biologiques ;
- f) une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement traitera une partie des déjections de l'élevage ci-dessus, à savoir : 14469 m3 de lisier (59132 kg d'azote) sur 15956 m3 (67950 kg d'azote) produits annuellement. Le reste des déjections, à savoir 1487 m3 (8818 kg d'azote), sera épandu sous forme de lisier brut.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement (comprenant élevage et unité de traitement) soumise à autorisation sous la rubrique 2102 1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté préfectoral du 12 juin 2006 visé ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

L'unité de traitement traitera également 1252 m3 (3 350 UN) de l'exploitation « E.A.R.L. VILLE ANDRE » en HENANBIHEN.

#### **ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE PORCIN :**

##### **2.1. - Effectifs :**

2.1.1. - L'effectif porcin maximal en présence simultanée ne devra pas dépasser 914 reproducteurs (*truies verrats cochettes*), 5 697 porcs charcutiers de plus de 30 kg (*entre les 2 sites*) et 2 880 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

2.1.2. - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 818 reproducteurs (*truies verrats cochettes*). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (*bilans comptables, gestion technique ...*).

2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (*engraisseur, groupement...*). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

## 2.2. - Alimentation biphase et phytases :

2.2.1. - L'alimentation biphase est en place et sera maintenue. Des phytases seront incorporés dans la composition des aliments pour l'ensemble du cheptel.

2.2.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures, ..... ) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

2.2.3. - En cas de non respect des normes "biphase CORPEN" le pétitionnaire devra soit réduire sa production en fonction du plan d'épandage, soit présenter un autre moyen d'élimination des déjections en rapport avec la quantité d'azote organique produite.

## ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'EXPLOITATION DE L'UNITE DE TRAITEMENT DES LISIERS

3.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

### 3.2. - Aux fins de contrôles, seront placés :

a) un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de traitement ;

b) un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des additifs incorporés ;

c) un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;

d) un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des boues biologiques produites ;

e) un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;

f) un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;

g) un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

3.3. - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (*défaut électrique ou mécanique*).

3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact . Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

### 3.5. - Débits et flux de pollution entrant dans l'unité de traitement :

Lisier brut	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen	Flux journalier maximal
Volume	15721 m3	43,07 m3	51,68 m3
N Global	64707 kg	177,28 kg	212,74 kg
M.E.S.	707370 kg	1938 kg	2325 kg

\* sur 7 jours consécutifs et avec un maximum de 30 jours/an

### 3.6. - Débits et flux de pollution relatifs aux co-produits :

Résidus organiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	1273 m <sup>3</sup>	3,49 m <sup>3</sup>
N Global	9805 kg	26,9 kg
M.E.S.	424495 kg	1163 kg

Boues biologiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	1264 m <sup>3</sup>	3,46 m <sup>3</sup>
N Global	8656 kg	23,7 kg
M.E.S.	227760 kg	624 kg

Effluent épuré	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	13 484 m <sup>3</sup>	36,9 m <sup>3</sup>
N Global	3 371 kg	9,2 kg
M.E.S.	12 775 kg	35 kg

### 3.7. – Auto-surveillance : suivi

L'éleveur procédera *quotidiennement* aux opérations suivantes :

- a) vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- b) relevé du volume de lisier brut entrant.

L'éleveur procédera *hebdomadairement* aux opérations suivantes :

- a) relevé du volume de résidus organiques produits ;
- b) relevé du volume de boues biologiques produites ;
- c) relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- d) relevés de compteurs (*consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase....*).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (*période de « mise en charge »*), des tests rapides NH<sub>4</sub>/NO<sub>3</sub> seront réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire sera suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

### 3.8. – Auto-surveillance : bilan matière

3.8.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- a) bilan des volumes de lisier brut entrant et des différents co-produits,
- b) une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;
- c) une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- d) une analyse des boues biologiques (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera prélevé dans le local de stockage ;
- e) une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

3.8.2. - Au terme de cette année de « mise en charge », le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes pré-cités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de « mise en charge » est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.

3.8.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la "mise en charge" est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

3.9. - *Assistance technique* :

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

3.10. - *Validation de l'auto-surveillance* :

Une visite par un organisme reconnu indépendant pourra être diligentée à la demande de l'Agence de l'Eau ou du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

La mission de validation de l'auto-surveillance consiste à :

- a) établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter;
- b) effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'auto-surveillance (vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en oeuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans...),
- c) vérifier la « traçabilité de l'azote » (*correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits...*).

A l'issue de cette visite, un rapport détaillé sera adressé au service des Installations Classées.

ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES EN MATIERE DE STOCKAGE ET D'EPANDAGE DES CO-PRODUITS ET LISIERS BRUTS

4.1. - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses d'un volume de 5988 m3.

4.2. - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert de 72 m2

4.3. - Les boues biologiques seront stockées dans une fosse de 130 m3.

4.4. - L'effluent épuré sera stocké dans une lagune de 12300 m3.

4.5. - Tous les ouvrages de stockage (*lisiers bruts, boues biologiques, effluent épuré*) et le réacteur biologique de 1500 m3 devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

4.6. - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- a) l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins,
- b) les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls),
- c) la pression doit être basse (*2,5 bars maximum en sortie de buse*).

4.7. - Les épandages de lisiers bruts et de co-produits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré seront consignés dans un cahier d'épandage. Ce cahier d'épandage sera annexé au cahier d'exploitation.

4.8. - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

4.9. - Le transport des lisiers bruts, des boues biologiques, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier d'épandage.

#### ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE MISE EN SERVICE ET DYSFONCTIONNEMENTS DE L'UNITE DE TRAITEMENT

5.1. - L'unité de traitement est construite et fonctionnelle.

5.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

#### ARTICLE 6 - RESORPTION

- Bi-phase : 13 108 UN
- Résorption par l'unité de traitement :
- Éliminé : 39 581 UN
- Transfert : 16 119 UN.

#### ARTICLE 7 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

#### ARTICLE 8 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

#### ARTICLE 9 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de HENANBIHEN pour y être consultée par toute personne intéressée. Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de HENANBIHEN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 10 -

Les décisions préfectorales susvisées du 14 septembre 1995 et du 20 septembre 2004 sont abrogées et remplacées par le présent arrêté.

ARTICLE 11 -

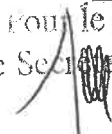
«Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée».

ARTICLE 12 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, la Sous-Préfète de DINAN, le Maire de HENANBIHEN, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, aux maires de HENANSAL - LANDEBIA - RUCA - SAINT POTAN - PLEBOULLE - SAINT DENOUL.

SAINT-BRIEUC, le **27 MARS 2007**

LE PREFET,

Pour le PREFET,  
Le Secrétaire Général,  
  
Jacques MICHELOT